



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/325
S/15905
3 août 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

UN LIBRARY

AUG 11 1983

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-huitième session

Points 12, 21, 38, 40, 56, 64, 66, 67, 78, 94, 99,

100, 122, 125, 126 et 127 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

TRENTE-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION UNIVERSELLE

DES DROITS DE L'HOMME : COOPERATION INTERNATIONALE POUR

LA PROMOTION ET LE RESPECT DES DROITS CIVILS, POLITIQUES,

ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR LA COOPERATION

ECONOMIQUE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT

CELEBRATION DU CINQUIEME CENTENAIRE DE LA DECOUVERTE

DE L'AMERIQUE

RAPPORT ENTRE LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON VOISINAGE ENTRE ETATS

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR

LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

APPLICATION DES DISPOSITIONS DE SECURITE COLLECTIVE DE

LA CHARTE DES NATIONS UNIES POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX

ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES

ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE

EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DES PRINCIPES ET NORMES DU DROIT

INTERNATIONAL RELATIFS AU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE

DE L'HUMANITE

RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE

DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS

INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE
Trente huitième année

* A/38/150.

Lettre du 2 août 1983, adressée au Secrétaire général par les
Représentants permanents de la Bolivie, de la Colombie, de
l'Equateur, du Panama, du Pérou et du Venezuela auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous communiquer le texte de la déclaration intitulée "Manifeste aux peuples de l'Amérique latine" faite par les Représentants permanents des Républiques bolivariennes de Bolivie, de Colombie, de l'Equateur, du Panama, du Pérou et du Venezuela à l'occasion de la réunion qu'ils ont tenue à Caracas (Venezuela) pour commémorer le bicentenaire de la naissance du Libérateur Simon Bolivar, le 24 juillet 1983.

Nous vous prions de bien vouloir faire distribuer le texte du présent Manifeste, ainsi que sa Déclaration finale, en tant que document de l'Assemblée générale au titre des points 12, 21, 38, 40, 56, 64, 66, 67, 78, 94, 99, 100, 122, 125, 126 et 127 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
Bolivie,

(Signé) Jorge GUMUCIO-GRANIER

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de
l'Equateur,

(Signé) Miguel A. ALBORNOZ

Le Représentant suppléant du
Pérou auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Hernan COUTURIER

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
Colombie,

(Signé) Carlos ALBAN-HOLGUIN

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Panama,

(Signé) Carlos OZORES TYPALDOS

Le Ministre conseiller,

Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente
du Venezuela,

(Signé) Elena CORONEL DE RODRIGUEZ

ANNEXE

MANIFESTE AUX PEUPLES D'AMERIQUE LATINE

Déclaration des Présidents des Républiques bolivariennes du Venezuela,
de Colombie, de l'Equateur, du Pérou, de Bolivie et du Panama à
l'occasion du bicentenaire de la naissance du Libérateur Simón Bolívar

Caracas, le 24 juillet 1983

Les Chefs d'Etat des Républiques du Venezuela, de Colombie, de l'Equateur, du Pérou, de Bolivie et le représentant du Chef de l'Etat de la République du Panama, réunis à Caracas en vue de participer aux manifestations prévues pour la commémoration du bicentenaire de la naissance du Libérateur Simón Bolívar, fondateur de nos patries et guide irremplaçable de nos efforts communs pour défendre les idéaux d'indépendance et de liberté qui constituent les fondements permanents de notre nationalité.

Etant pleinement conscients que ces entités politiques souveraines, dont l'action concertée dans le cadre international fut conçue par Simón Bolívar lorsqu'il parlait "d'une Nation de républiques", sont unies par les liens de la race, de l'histoire, de la religion et de la langue et forment des républiques au sein d'une même Nation;

Désireux d'analyser dans ses lignes fondamentales le développement du processus politique de nos pays en gardant présente à l'esprit la permanence de l'héritage de Simón Bolívar afin que ses enseignements guident nos pas sur la voie du nouvel humanisme auquel les peuples du monde s'éveillent, et après un échange de vues sur les problèmes qui se posent aux nations ici représentées, nous avons jugé qu'il convenait de faire la déclaration ci-après :

MANIFESTE AUX PEUPLES D'AMERIQUE LATINE

I. MESSAGE D'UNITE

1. Le souvenir qui aujourd'hui nous rassemble et la nécessaire réflexion qu'il suscite à propos de la vie et de l'oeuvre de Bolívar incitent à examiner les grands choix qui se posent aujourd'hui à l'Amérique latine. Pour une grande part, ce sont les mêmes choix qui, en son temps, motivèrent les luttes du Libérateur et qui aujourd'hui constituent un exemple dont doivent obligatoirement s'inspirer les peuples du tiers monde qui s'efforcent d'instaurer un nouvel ordre international permettant d'éliminer toutes les formes de domination politique, économique et culturelle.

2. L'union des nations de l'Amérique latine, comme nécessité historique et comme objectif politique fondamental pour permettre à nos peuples de jouer le rôle qui leur revient dans le cadre universel, fut qualifiée par nos libérateurs, dès l'époque où ils étaient engagés dans une guerre cruciale pour l'indépendance de notre nation, de condition indispensable pour faire face aux périls extérieurs et pour promouvoir la prospérité intérieure.

Cette conviction s'est concrétisée par de nombreux accords et déclarations que les nations soeurs ont conclus en s'inspirant du Traité d'union, de ligue et de confédération adopté par le Congrès amphyctionique du Panama en 1826. Cette importante idée demeure entièrement valable pour faire face, avec l'unanimité et la solidarité que les circonstances pourront exiger, aux menaces qui pourront peser sur la souveraineté ou la liberté des Etats latino-américains et aux actes d'agression susceptibles d'être perpétrés à leur encontre.

II. LA REALITE CONTEMPORAINE

3. Le retard de certains territoires dans le processus de décolonisation, les revers et les médiocres succès enregistrés dans la voie de l'affirmation de notre indépendance économique, un désir inassouvi de progrès et de bien-être social et l'opiniâtreté avec laquelle on s'emploie à réduire l'écart économique et technique témoignent de la nécessité des efforts extraordinaires déployés par nos peuples pour parvenir à l'indépendance totale, la renforcer et la refléter dans les domaines les plus divers de la vie nationale.

4. Un grand désir de liberté, associé à un esprit de lutte tenace, guide l'effort quotidien des peuples en voie de développement qui veulent être maîtres de leur mission historique et s'en acquitter sans qu'aucune condition ne leur soit imposée.

Un nouveau sentiment se fait jour dans les pays du tiers monde : celui de leur identité. Nous assistons en Amérique latine à l'apparition d'un courant puissant et passionnant qui se traduit par des efforts constants de notre part pour affirmer notre souveraineté dans tous les domaines, notamment le domaine économique, en exerçant pleinement nos droits légitimes sur les ressources naturelles et leur mise en valeur aux fins du développement.

On peut voir une expression de ce sentiment dans le fait que, sur notre continent, on redouble d'efforts pour faire en sorte qu'aucun peuple ne soit plus dominé par des puissances étrangères, ce qui, de même que l'affirmation de notre identité latino-américaine, exige l'élimination complète de tous les vestiges du colonialisme.

Aucun motif ne peut justifier la présence militaire, politique ou administrative de puissances colonialistes ou néo-colonialistes dans notre région.

5. De nouvelles formes d'oppression et d'hégémonie que l'on peut facilement percevoir dans l'ensemble des facteurs qui entravent le développement et en compliquent le financement sont malheureusement apparues.

La suprématie économique conduit à la pénétration économique et culturelle, tandis que la domination politique et idéologique entraîne le contrôle et l'exploitation économiques.

Fréquemment, les programmes de coopération dissimulent de nouvelles formes de colonialisme, renforcent les injustices existantes et contribuent à intensifier les différences entre pays riches et pays pauvres.

De même, les investissements étrangers, destinés à compléter utilement l'épargne nationale, ne doivent pas se transformer en mécanisme supplémentaire d'enrichissement des pays industrialisés aux dépens des pays en développement.

6. L'endettement exceptionnel qui écrase les pays en développement et les conditions très défavorables qui leur sont imposées absorbent une part démesurée de leurs ressources et limitent leur essor économique, lorsqu'ils ne le paralysent pas.

Il importe que les gouvernements des pays en développement déterminent à leur tour, à l'instar des puissances bancaires internationales, une stratégie commune qui préserve leurs intérêts dans un cadre de référence mondial.

La détérioration des termes de l'échange continue à obérer les possibilités de développement des pays du tiers monde et est aggravée par les répercussions de l'inflation des pays industrialisés sur nos économies.

Pour équilibrer les termes de l'échange, il importe de mener une action conjointe visant à fixer des prix rémunérateurs et stables pour les produits de base et à assurer à nos matières premières et à nos produits manufacturés des débouchés dans les pays industrialisés. Les résultats décevants de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue à Belgrade n'ont été contrebalancés que par un fait encourageant d'une portée incommensurable : l'unité et la solidarité croissantes du monde en développement.

8. Le monde connaît aujourd'hui, outre une crise économique sans précédent, une course effrénée aux armements qui s'étend aux pays en développement et qui est contraire aux désirs de paix et de prospérité des peuples de ces pays. Il est donc urgent de consacrer toutes les ressources aux activités de développement et de limiter les dépenses d'armement au minimum indispensable pour assurer la sécurité de chaque pays.

9. Pour favoriser un développement équilibré et harmonieux des pays d'Amérique latine, il faut au préalable surmonter certains obstacles spécifiques qui entravent l'amélioration du niveau de vie des peuples de la région. A cet égard, l'absence de littoral maritime freine considérablement les efforts de développement et empêche de jouir des avantages que procure l'accès direct à la mer.

10. On ne peut réduire le développement à la réalisation d'objectifs exclusivement politiques et économiques : il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble des composantes de la vie sociale. La mise en place d'une société dans laquelle le développement a pour fin le bien-être de l'homme exige non seulement des transformations économiques fondamentales impliquant une nouvelle répartition des ressources, mais encore l'élaboration de politiques nouvelles dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la science.

La mise en oeuvre de réformes sociales grâce à des processus culturels dynamiques et coopératifs implique pour l'Etat la nécessité d'accorder une priorité nouvelle à l'ensemble des mesures propres à permettre au peuple d'accéder plus facilement aux processus de création, d'animation, de diffusion et de participation à la production sociale, ces processus étant orientés vers une prise de conscience des besoins, des aspirations et des intérêts des masses.

11. De par ses effets sur l'éducation et la technologie, la science est l'une des composantes essentielles de la culture. La recherche scientifique élève le niveau culturel des peuples et constitue un instrument indispensable du développement économique et politique car elle fournit les moyens d'identifier, d'étudier et de résoudre des problèmes tels que la pauvreté, la marginalité, l'analphabétisme, la sous-alimentation, la mortalité infantile, la maladie et le retard agricole et industriel. La science, que ce soit par son apport culturel ou par ses nombreuses

applications technologiques, est d'une importance capitale car sans elle nos pays ne pourront être véritablement indépendants. Nous voulons donc qu'elle soit pour nous un instrument de réforme qui nous permette de réaliser les aspirations des peuples de l'Amérique latine.

III

LES EFFORTS INTEGRATIONNISTES

12. L'intégration latino-américaine, idéal cher à Bolivar, est un impératif historique que nous ont légué nos libérateurs.

Au cours des dernières décennies, les Etats latino-américains ont conclu de nombreux accords en vue de renforcer leur intégration.

L'Association pour l'intégration de l'Amérique latine et le Système économique latino-américain sont l'expression concrète de ces efforts d'intégration et de coopération au niveau régional, efforts qui doivent être renforcés et intensifiés.

Cette tâche revêt un caractère d'autant plus urgent que la crise économique internationale entrave le développement de l'Amérique latine. Il nous faut revaloriser le marché régional, mobiliser les ressources humaines et matérielles de nos pays, resserrer nos liens de coopération dans tous les domaines et favoriser l'élaboration de positions communes sur les problèmes économiques, financiers et commerciaux qui se posent à la région.

A cet égard, les divers processus d'intégration sous-régionale représentent autant d'étapes vers la réalisation de l'unité de l'Amérique latine. C'est pourquoi nous devons nous attacher à les renforcer et à les harmoniser.

De tous les projets d'intégration de la région, le Groupe andin est celui qui est le plus ambitieux. Lancée il y a 14 ans, l'intégration sous-régionale andine demeure, malgré toutes les difficultés externes et internes auxquelles elle s'est heurtée, un instrument nécessaire au développement harmonieux et équilibré de ses Etats membres et contribue avec succès à la mise en place de l'intégration régionale.

Le Système andin d'agriculture, de sécurité alimentaire et de conservation de l'environnement "José Celestino Mutis", ainsi nommé en hommage au grand naturaliste dont la première expédition importante eut lieu l'année même de la naissance du Libérateur, répond également à la volonté immuable de continuer à favoriser l'intégration andine. Ce système, comme les autres accords et conventions qui composent le système sous-régional, est un nouveau moyen d'affirmer la présence dynamique de l'Amérique latine parmi les nations du monde contemporain.

De même, le programme de Caracas pour la coopération en matière de recherche et de formation scientifique et technologique, ainsi nommé en l'honneur de la ville natale du Libérateur Simon Bolivar, a pour objet le renforcement dans ces domaines, de la collaboration entre nos pays, grâce à la réalisation conjointe de programmes de recherche, d'enseignement, d'information et de vulgarisation. Nous sommes convaincus qu'il contribuera à accélérer le développement scientifique et technologique de nos pays.

IV

LA SOLIDARITE LATINO-AMERICAINE

13. Ce processus complexe d'intégration n'est que l'une des expressions de la solidarité latino-américaine, solidarité qui découle d'une perception commune et partagée des valeurs que nous considérons comme essentielles au développement autonome de nos pays et qui s'est manifestée lors de la glorieuse guerre de libération, à un moment où l'union se fondait sur la nécessité de conquérir l'indépendance et de la préserver à tout prix. Cette solidarité nous est aujourd'hui indispensable : l'Amérique latine se trouve indiscutablement face à des menaces et à des dangers dus à la crise mondiale, aux inégalités qu'entraîne l'ordre international que les grandes puissances s'obstinent à garder en place, à l'intensification de la politique des blocs, aux aventures coloniales anachroniques et à l'existence de conflits qui ne trouvent pas de solutions justes et raisonnables. Tout cela fait que la tension ne cesse de monter.

14. Il devient nécessaire de mettre en place des mécanismes souples qui, tout en assurant le respect absolu de la souveraineté nationale, permettent l'examen immédiat des situations de crise et celui des problèmes d'intérêt commun susceptibles de porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale des Etats d'Amérique latine, à la stabilité de ses régimes démocratiques et à la paix.

15. Sur le plan politique, il est essentiel de se concerter pour faire face aux problèmes graves posés par la situation internationale. La mise en place d'un mécanisme de consultations systématiques et des échanges de vues réguliers sur les sujets les plus importants de la vie politique peuvent ouvrir la voie à l'unité indispensable et faciliter l'élaboration d'une stratégie globale en ce qui concerne la politique extérieure de l'Amérique latine.

Tout en respectant la diversité d'opinion et le pluralisme politique, nous sommes, en tant que région, appelés à donner à la communauté internationale une image de nous-mêmes qui soit cohérente et spécifique.

V. LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

16. L'idéal de Bolivar était la mise en place d'un système politique et social inspiré du respect des droits fondamentaux inhérents à la dignité humaine qui, dans le plein exercice de la liberté, garantisse les conditions nécessaires au développement intégral de la personne et de la communauté.

La lutte pour la liberté est l'une des constantes les plus marquantes et admirables de l'histoire américaine, mais la mission du Libérateur ne sera pas achevée tant que subsisteront sur notre continent des systèmes politiques qui violent la liberté, la dignité et les droits fondamentaux de l'homme.

17. Les progrès évidents que l'on constate actuellement dans la lutte pour le respect des droits de l'homme sur notre continent sont un motif de satisfaction et d'optimisme.

Sur le plan régional, des progrès ont également été accomplis dans l'instauration d'un système de défense internationale des droits de l'homme dont les grandes lignes sont définies dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, qui a été incorporé au système interaméricain par la charte de l'OEA et s'est traduit, sur le plan institutionnel, par un ensemble de mécanismes plus complexes dans le cadre du Pacte de San José, instrument qui mérite l'appui et l'encouragement des républiques libres d'Amérique.

VI. LA PAIX ET LA VIOLENCE

18. Tout aussi solide et fondamentale est l'indomptable volonté de nos pays de défendre la stabilité de leurs institutions et leur droit à vivre en paix, en liberté et en démocratie face à ceux qui recourent à la violence pour remplacer ce système par un régime totalitaire.

L'exaltation de recours aveugle à la force, pour parvenir aux buts fixés entraîne un interminable cortège de crimes de toutes sortes qui font d'innocentes victimes.

L'indignation et l'horreur qu'inspire individuellement et collectivement la violence ne suffisent pas; il faut pour la supprimer créer une dynamique politique, sociale et culturelle particulière qui permette d'identifier l'origine des phénomènes en question et d'appliquer des solutions adéquates dans un esprit constructif.

Il faut s'efforcer d'opérer des réformes sociales qui permettent aux populations de profiter des avantages de la société contemporaine et d'améliorer la qualité de leur vie sur le plan de l'alimentation, du vêtement, du logement, de l'éducation, de la santé et des loisirs, autant de droits inhérents à la dignité de la personne humaine. La justice sociale et la liberté politique sont le fondement d'une paix stable susceptible de mettre fin à la violence généralisée.

19. L'intention tant de fois proclamée d'obtenir que les peuples latino-américains puissent résoudre eux-mêmes leurs problèmes revêt à l'heure actuelle une signification spéciale du fait de la démarche entreprise par le "Groupe de Contadora", mais ce but ne pourra être vraiment atteint sans la ferme volonté de tous les peuples latino-américains agissant de concert et guidés par la solidarité que leur dictent leurs luttes, intérêts et espoirs communs.

Cette communauté de buts s'avère particulièrement nécessaire si l'on veut apporter une solution à la grave situation dans laquelle se trouve l'Amérique centrale, où la violence prend actuellement les proportions les plus tragiques.

L'instauration de régimes authentiquement démocratiques est un facteur essentiel au rétablissement de la paix. Elle n'est possible que si l'on permet aux peuples d'exprimer librement leur volonté par l'intermédiaire d'élections qui garantissent le pluralisme des partis et le respect des procédures régulières et des résultats.

Afin de réaliser ces objectifs, il convient de surmonter les problèmes sociaux et économiques qui, à long terme, ont créé une situation d'injustice sociale qui explique, dans une large mesure, la violence qui règne dans la région.

VIII. DEMOCRATIE, LIBERTE ET PLURALISME

20. La consolidation de la démocratie, l'institutionnalisation de la liberté et l'application effective du pluralisme politique constituent les buts fondamentaux à atteindre si l'on veut concrétiser la pensée politique du Libérateur.

La lutte pour l'émancipation a été indissolublement liée aux idéaux de liberté, de défense des droits de l'homme, d'autodétermination des peuples ainsi qu'à la solidarité et à l'union nécessaires des populations du continent.

Les vicissitudes qu'ont rencontrées les pays d'Amérique pendant plus de 150 ans de régime républicain pour édifier la démocratie, loin de traduire un déterminisme sociologique selon lequel les libertés républicaines ne seraient qu'une utopie, prouvent la volonté inébranlable des peuples de notre continent d'établir, envers et contre tout, un régime politique authentiquement populaire, pour le bien commun des différentes nations.

21. La pratique systématique d'élections périodiques représente le seul moyen d'assurer la légitimité du pouvoir; en outre, quand ces élections sont assorties des garanties nécessaires pour en faire l'expression de la volonté populaire, elles assurent tout naturellement l'alternance du pouvoir; cela constitue le moyen le plus sûr non seulement de veiller à ce que le pluralisme se traduise par la possibilité d'exprimer, dans la plus grande liberté, n'importe quelles idées, tendances et opinions mais également de faire en sorte que se grave de manière permanente dans le coeur des hommes, le respect du droit d'autrui, qui seul peut permettre le développement de la société civile dans la paix.

La démocratie et sa pratique quotidienne ne constituent donc pas l'objectif à atteindre une fois la paix établie, mais au contraire un moyen indispensable d'instaurer la paix sur des bases solides.

Négliger les consultations populaires engendre des tensions qui peuvent conduire à des situations de violence généralisée et dresser ainsi des obstacles sur le chemin de la paix et de la liberté, aspirations les plus chères aux peuples latino-américains.

22. La liberté ne peut être la conséquence d'une paix qu'établiraient ceux qui détiennent le pouvoir en refusant de reconnaître les divergences d'opinion possibles en uniformisant le comportement de la communauté. La liberté, qui naît avec l'homme, préexiste à tout pouvoir politique et celui-ci ne trouve sa légitimité que dans le respect de la liberté. C'est dans la diversité et non dans l'uniformité qu'elle rencontre un terrain favorable pour s'épanouir et que sont mises à l'épreuve les intentions déclarées ou tacites de ceux qui détiennent le pouvoir ou luttent pour l'obtenir.

Seule la démocratie, pratiquée quotidiennement, est capable de faire échec aux régimes despotiques et totalitaires. En elle les peuples trouvent la liberté, la paix et la justice, principes sur lesquels doit s'appuyer toute société qui fait une place égale à tous les hommes, sans distinction de race, de croyance, de sexe ou de condition sociale.

VIII. DECLARATION FINALE

NOUS, CHEFS D'ETAT DES REPUBLIQUES DU VENEZUELA, DE COLOMBIE, DE L'EQUATEUR, DU PEROU, DE BOLIVIE ET DU PANAMA,

Unis par une commune référence au Libérateur Simon Bolivar, nous accordant sur une même analyse de la situation, en Amérique latine et dans le monde, et engagés dans une action commune pour faire de la doctrine de Bolivar un mode d'existence réel pour nos peuples, déclarons ce qui suit :

PREMIEREMENT :

Nous affirmons l'importance de l'unité latino-américaine, indispensable si nos nations veulent occuper au sein de la communauté internationale la place à laquelle elles ont droit, et nous nous engageons à oeuvrer pour l'intégration économique, politique et culturelle de la région.

DEUXIEMEMENT :

Nous proclamons avec fierté l'essence latino-américaine de nos peuples, ce creuset où se fondent les races, et déclarons bien haut notre volonté de la préserver, tout en restant universellement ouverts à tous les apports ethniques et culturels de l'humanité.

TROISIEMENT :

Nous affirmons la vocation de nos peuples à un devenir proprement latino-américain. Nous rejetons donc la politique des blocs et l'entreprise qui a pour but de greffer des visées de suprématie mondiale sur le cours actuel des choses dans nos patries. Ceux qui s'alignent sur cette politique détournent la communauté latino-américaine du chemin qui est le sien et de son action solidaire.

QUATRIEMEMENT :

Nous réaffirmons notre volonté de continuer à lutter avec acharnement pour l'instauration d'un nouvel ordre international qui soit un garant de liberté, de paix et de justice pour tous les peuples de la terre.

CINQUIEMEMENT :

Nous confirmons que nous sommes solidaires des autres peuples du tiers monde face au sous-développement et que nous oeuvrerons à leurs côtés pour instaurer un nouvel ordre économique qui permette d'améliorer le terme de l'échange, actuellement en dégradation constante, d'établir des prix équitables pour les matières premières sur les marchés internationaux et de rattraper comme il convient le retard technologique.

SIXIEMEMENT :

Nous affirmons que la communauté latino-américaine doit agir de concert pour affronter les problèmes causés par la dette extérieure et pour éviter que sous le couvert des opérations du système financier international, on n'essaie de porter atteinte à l'exercice de la souveraineté nationale.

SEPTIEMEMENT :

Nous nous déclarons résolument favorables à la réunion que les représentants spéciaux des chefs des Etats de la région doivent tenir en République dominicaine pour analyser les propositions figurant dans le document intitulé "Bases para una respuesta de América Latina a la crisis económica internacional", qui traite de la façon dont l'Amérique latine pourrait réagir devant la crise économique internationale, de même qu'à l'idée d'organiser une conférence économique latino-américaine qui donne le coup d'envoi à un programme régional d'action commune.

HUITIEMEMENT :

Nous affirmons la nécessité d'opérer une reconversion dans les organismes monétaires et financiers multilatéraux, tant mondiaux que régionaux, afin de leur donner les moyens d'apporter aux pays en développement une aide efficace, opportune et suffisante, de façon que ces pays puissent assurer le service de leur dette extérieure et surmonter la crise.

NEUVIEMEMENT :

Nous répétons que les investissements étrangers doivent obéir à la législation du pays où ils opèrent, quand bien même il s'agirait de régimes multilatéraux communs, et coopérer aux efforts que déploie le pays pour lancer des programmes de nature à accroître la prospérité et à assurer fermement le progrès.

DIXIEMEMENT :

Nous réaffirmons que nous sommes décidés à favoriser le progrès scientifique et technique dans nos pays, car nous sommes convaincus que c'est là un moyen d'intégration fondamental et un important facteur de transformation politique, économique et culturelle.

ONZIEMEMENT :

Nous condamnons le trafic illégal de la drogue qui est devenu un facteur déstabilisateur dans la société contemporaine et qui, du fait de ses incidences sur l'économie et la politique, doit être éliminé au moyen de mesures radicales prises de concert par tous les pays intéressés.

DOUXIEMEMENT :

Nous nous déclarons une fois de plus convaincus de la nécessité de restreindre les dépenses d'armement et de consacrer les fonds ainsi libérés aux tâches que nécessite le développement économique et social de tous les peuples.

TREIZIEMEMENT :

Nous réaffirmons catégoriquement l'égalité intrinsèque de tous les Etats et, par conséquent, la nécessité d'établir sur une base démocratique les rapports au sein de la communauté internationale, seule façon de garantir le respect de l'individualité et du mode d'existence de chaque pays indépendamment de son niveau de développement ou de sa puissance militaire.

QUATORZIEMEMENT :

Nous constatons qu'il est nécessaire d'effectuer une réforme opérationnelle des organismes internationaux travaillant à l'échelon de la région, afin que notre communauté puisse utilement se servir de ces tribunes pour entretenir avec les autres pays de notre hémisphère et les autres communautés régionales le dialogue constructif nécessaire.

QUINZIEMEMENT :

Nous réaffirmons le principe de l'autodétermination des peuples et par conséquent repoussons toute ingérence directe ou indirecte dans les affaires intérieures des Etats.

SEIZIEMEMENT :

Nous maintenons que les problèmes d'Amérique latine doivent être résolus sans intervention extérieure, que notre continent doit être une enclave de paix réservée et que la paix interne de nos républiques présuppose l'existence d'un état de liberté et de justice et l'exercice effectif de la démocratie de participation.

DIX-SEPTIEMEMENT :

Nous réaffirmons notre foi en la démocratie, non seulement en tant que régime politique mais aussi comme mode d'existence permettant aux peuples de se protéger efficacement contre l'anarchie et le despotisme. Nous affirmons que la démocratie de participation est le choix que fait la communauté latino-américaine pour aller vers l'avenir en suivant la voie du progrès.

DIX-HUITIEMEMENT :

Nous restons attachés au principe du pluralisme des idéologies, condition indispensable pour que la liberté soit véritablement institutionnalisée et pour que l'Amérique latine prenne conscience qu'elle est une communauté d'hommes libres.

DIX-NEUVIEMEMENT :

Nous affirmons notre irréductible volonté de combattre pour le respect des droits de l'homme, qui est un idéal profondément enraciné dans nos peuples et le véritable moteur de l'action qui nous conduira à l'état de nations souveraines.

VINGTIEMEMENT :

Nous appuyons le combat mené pour rendre à la personne humaine sa dignité partout où celle-ci est foulée aux pieds et nous nous engageons à préserver cette dignité là où elle est déjà reconnue.

VINGT ET UNIEMEMENT :

En ce bicentenaire de la naissance du Libérateur Simon Bolivar, nous lançons un appel au gouvernement et au peuple de chacune des républiques de cette grande et unique nation que nous constituons tous ensemble, en leur demandant d'édifier une communauté latino-américaine démocratique qui nous permette à la fois de nous montrer activement solidaires entre nous et de jouer, sur la scène internationale, un rôle reflétant notre union et notre cohésion.

VINGT-DEUXIEMEMENT :

A tous les peuples du monde, nous offrons notre aide fraternelle et solidaire pour défendre avec eux les causes de la liberté, de la justice et de la paix, pour lesquelles Simon Bolivar n'a cessé de combattre, lui en qui toutes nos patries reconnaissent un père et dont le souvenir tutélaire nous a réunis à Caracas, sa ville natale, en ce 24 juillet 1983, deux siècles après sa naissance.

LUIS HERRERA CAMPINS
Président de la République du Venezuela

BELISARIO BETANCUR
Président de la République de Colombie

OSVALDO HURTADO LARREA
Président de la République de l'Equateur

FERNANDO BELAUNDE TERRY
Président de la République du Pérou

HERNAN SILES ZUAZO
Président de la République de Bolivie

JORGE ILLUEGA
Représentant du Président de la République
du Panama
